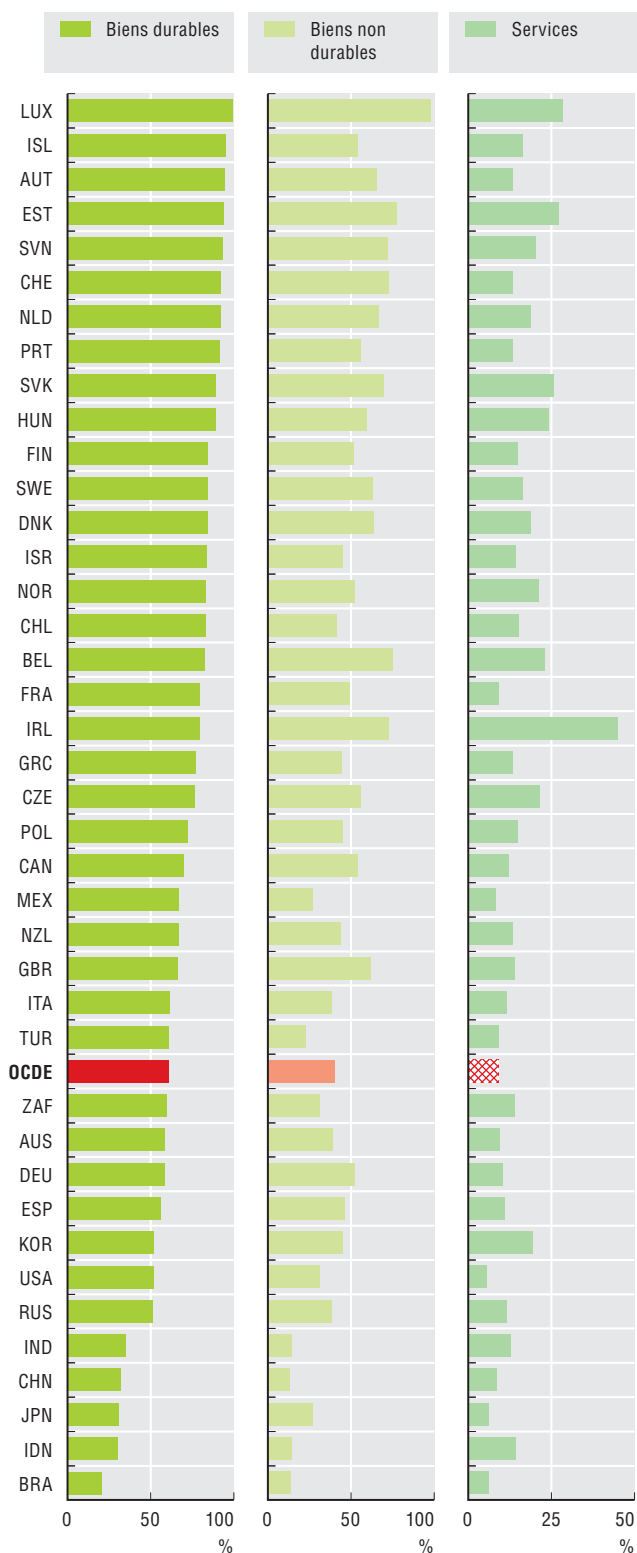


## 9. Échanges et consommation des ménages

### Valeur ajoutée étrangère dans la consommation des ménages, par catégorie de produit, 2009

En pourcentage de la consommation totale des ménages par catégorie de produit



Source : OCDE, Base de données inter-pays des entrées-sorties (ICIO), mai 2013. Davantage de données via statLink. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932935306>

L'étude de la consommation des ménages montre que, dans la zone OCDE, la valeur ajoutée étrangère joue généralement un plus grand rôle dans la consommation des biens durables (comme les machines et le matériel) que des biens non durables (produits alimentaires, textiles, chimiques, etc.). Dans le cas des services, elle est plutôt faible, la moyenne OCDE étant inférieure à 10 %.

Les services absorbent plus de trois quarts des dépenses des ménages dans nombre de pays de l'OCDE et plus de la moitié dans les économies émergentes, où les ménages consacrent déjà une grande partie de leur budget aux biens non durables. Comme il s'agit surtout de services locaux (dont le logement), la valeur ajoutée étrangère contenue dans ces services est relativement faible.

Les ménages en consommant beaucoup, mais ponctuellement, les biens durables (automobiles, électronique grand public et appareils ménagers) représentent peu dans leurs dépenses globales. Ils sont surtout consommés par les entreprises et les administrations au titre d'investissements.

En moyenne, dans la zone OCDE la valeur ajoutée étrangère constitue environ un sixième de la consommation des ménages ; dans nombre de pays, ce chiffre se situe entre 20 % et 30 %. Dans les grandes économies de l'OCDE, comme le Japon et les États-Unis, il peut tomber à 10% -12 %. Dans certaines économies émergentes comme le Brésil, la Chine et l'Inde, la consommation des ménages est également dominée par les biens et services d'origine locale. La valeur ajoutée étrangère est généralement d'origine régionale, comme en Europe et en Amérique du Nord, où les consommateurs profitent de la valeur ajoutée des pays voisins. En 2009, la Chine représentait moins de 2 % de la valeur ajoutée dans la consommation des ménages des grandes économies de l'OCDE, Japon et États-Unis inclus.

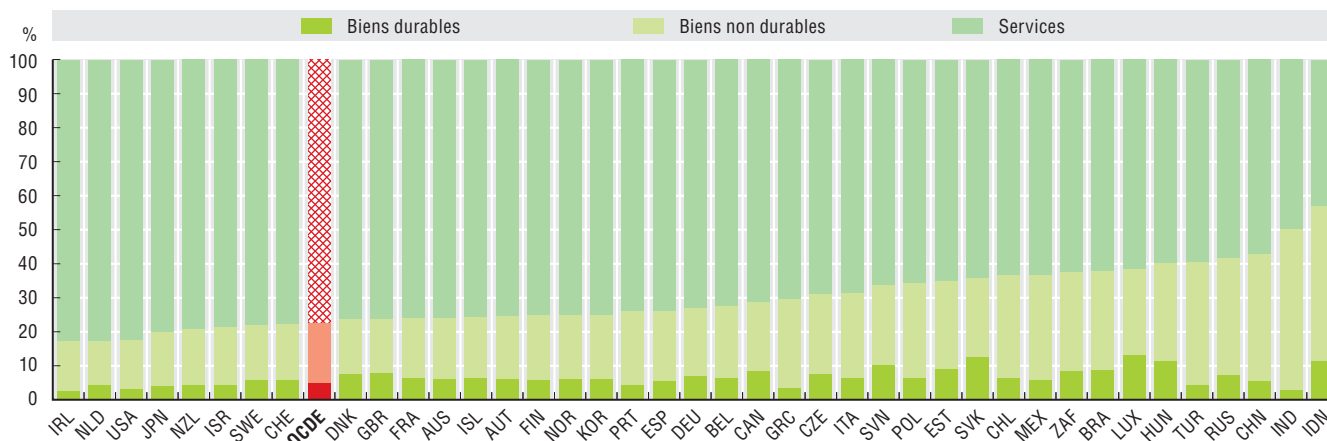
### Définitions

La dépense de consommation finale des ménages recouvre l'ensemble des dépenses consacrées par les ménages résidents pour subvenir à leurs besoins quotidiens ; à savoir l'alimentation, l'habillement, les services au logement, l'énergie, le transport, l'acquisition de biens durables (e.g. les voitures), la santé, les loisirs et d'autres services. Le concept utilisé ici comprend les dépenses directes des ménages mais exclut les dépenses (individuelles) des administrations publiques et des institutions sans but lucratif (ISBLSM), comme les soins de santé et l'enseignement, dont bénéficient directement les ménages.

Les groupes de produits sont définis sur la base de la CITI Rév. 3. Les biens durables recouvrent les divisions 20, 26, 27-28, 29-33 et 34-35 ; les biens non durables les divisions 01-05, 10-14, 15-16, 17-19, 21-22, 23-25 et 36 ; et les services les divisions 45, 50-55, 60-64, 65-67, 70-74, 75-95.

## Consommation des ménages, par type de produit, 2009

En pourcentage de la consommation totale des ménages

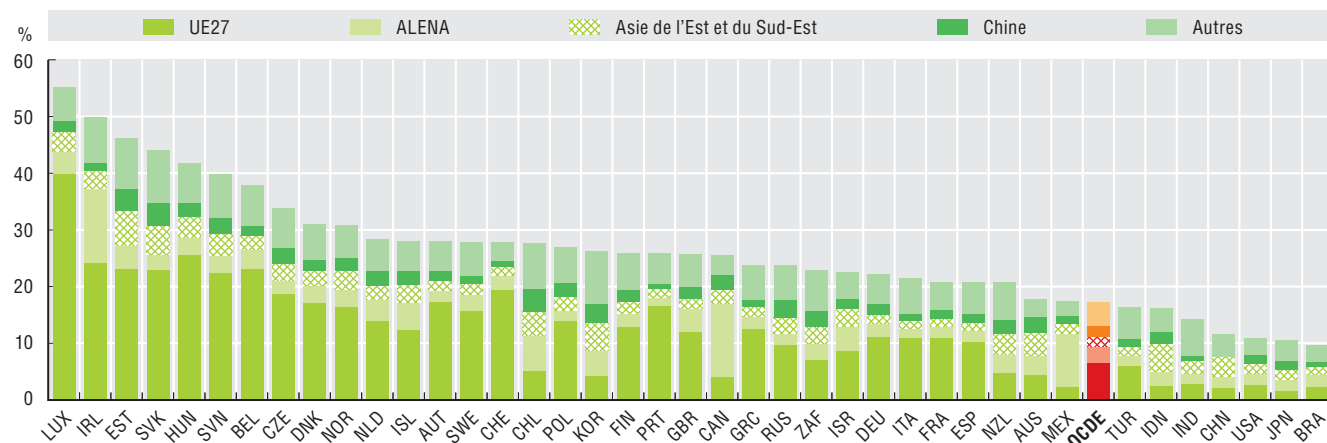


Source : OCDE, Base de données inter-pays des entrées-sorties (ICIO), mai 2013. Davantage de données via statLink.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932935325>

## Valeur ajoutée étrangère dans la consommation des ménages, par région d'origine de la demande, 2009

En pourcentage de la consommation totale des ménages



Source : OCDE, Base de données inter-pays des entrées-sorties (ICIO), mai 2013. Davantage de données via statLink. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932935344>

## Mesurabilité

La mise en place d'indicateurs à partir d'un système d'entrées-sorties dépend fortement de l'actualisation de ce type de données. Compte tenu des contraintes les concernant, les tableaux nationaux d'entrées-sorties utilisés pour les comparaisons sont d'ordinaire établis tous les cinq ans, souvent avec un décalage de quatre à cinq ans. Beaucoup de pays, en particulier en Europe, produisent des tableaux annuels plus actualisés de leurs ressources et emplois, servant à élaborer des tableaux d'entrées-sorties provisoires. Comme les pays ne se basent pas sur les mêmes années, il peut être nécessaire de procéder à des interpolations et extrapolations pour obtenir un jeu de tableaux harmonisés couvrant le plus grand nombre possible de pays pour une période donnée. Ainsi, la base de données de l'OCDE sur les entrées-sorties au niveau mondial, dont découlent les indicateurs présentés ici et dans les sections précédentes, ne porte actuellement que sur les années 1995, 2000, 2005, 2008 et 2009. Des efforts sont en cours pour améliorer l'actualisation des tableaux d'entrées-sorties de l'OCDE, mais dans l'intervalle, il convient, vu la lente évolution de certaines structures économiques, de se reporter aux chiffres disponibles pour 2008 et 2009 afin de mieux comprendre la place que les pays occupent actuellement dans l'économie mondiale.

#### Chypre

La note suivante est incluse à la demande de la Turquie:

« Les informations figurant dans ce document qui font référence à "Chypre" concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la "question chypriote". »

La note suivante est incluse à la demande de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de la Commission européenne:

« La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre. »

#### Israël

« Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes ou d'un tiers compétents. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international. »

« Il est à noter que les données statistiques sur les marques et brevets israéliens sont communiquées par les offices des brevets et des marques des pays concernés. »

### 7.1. Emploi

#### Notes générales :

##### L'emploi dans les services, 2000 et 2011

##### L'emploi dans les services « marchands » à forte intensité de savoir, 2000 et 2011

Faute de statistiques sur l'emploi par activité publiées dans le cadre de la comptabilité nationale, les données par branche d'activité de l'enquête sur les forces de travail sont ici utilisées pour l'Australie, l'Islande et la Turquie.

#### Notes complémentaires :

À l'échelle du secteur, la distinction entre les services marchands et publics est approximative. Dans les pays de l'OCDE, les services d'éducation et de santé peuvent être disponibles dans le secteur privé dans des proportions diverses, tandis qu'une partie des services postaux et de transport restent dans la sphère publique.

Dans le cas du Japon, la répartition des emplois dans les services entre secteur marchand et secteur public est estimée par l'OCDE. Pour le Chili et Israël, les estimations d'emploi reposent sur les données de comptabilité nationale transmises par les pays à l'OCDE, à partir des divisions 50-74 et 75-99 de la CITI Rév. 3.

##### L'emploi dans les activités de fabrication de haute et moyenne-haute technologie, 2000 et 2011

Pour l'Allemagne, la Pologne, le Portugal et la Suède, les données se rapportent à l'année 2010.

Pour Israël, les estimations reposent sur les données d'emploi de la comptabilité nationale communiquées à l'OCDE par ce pays suivant les divisions 24 et 29-35 de la CITI Rév. 3.

### 7.2. Liens entre services et secteur manufacturier

#### Professions liées aux services dans le secteur manufacturier, 2002 et 2012

Pour les États-Unis, les données portent sur mars 2012 et proviennent de l'enquête CPS sur la population des États-Unis. Les données CPS, basées sur les codes du recensement 2010, ont été converties dans les grands groupes de la CITP-08 en appliquant les correspondances publiées avec les codes de la Standard Occupational Classification (SOC) 2010.

### 7.3. Taille des entreprises

#### Notes générales pour l'ensemble des graphiques :

Les données renvoient aux divisions 05-82 de la CITI Rév. 4, à l'exclusion des divisions 64-66 (activités financières et d'assurances). Dans le cas d'Israël, les données renvoient aux divisions 10 à 74 de la CITI Rév. 3, à l'exception des divisions 65 à 67 (intermédiation financière).

Pour l'Australie, les données se rapportent à l'exercice budgétaire (1<sup>er</sup> juillet -30 juin).

Pour Israël, les données se rapportent à 2009.

Pour le Japon, les données se rapportent à 2009. L'unité de grandeur est l'établissement.

Pour la Turquie, les données se rapportent à 2009.

### Notes complémentaires :

#### Entreprises par classe de taille, 2010

Pour l'Australie, la classe de taille « 20-49 » correspond à « 20-199 » et la classe « 250+ » à « 200+ ».

Pour le Canada, les données se rapportent à 2009.

Pour le Japon, les données se rapportent aux classes de taille suivantes : 10-49, 50-299 et 300+.

Pour la Corée, les données incluent les services financiers et se rapportent aux classes de taille suivantes : 10-49, 50-299, 300+. L'unité de grandeur est l'établissement.

Dans le cas des États-Unis, les données incluent les travailleurs indépendants et se rapportent aux classes de taille suivantes : 10-19, 20-99, 100-499 et 500+.

Dans le cas de la Fédération de Russie, les données renvoient aux divisions 10 à 74 de la CITI Rév. 3, à l'exception des divisions 65 à 67 (intermédiation financière).

Pour le Mexique, les données se rapportent à 2008 et aux classes de taille suivantes : 11-50, 51-250 et 251+. L'unité de grandeur est l'établissement.

Pour la Nouvelle-Zélande et la Fédération de Russie, les données portent sur les employés.

Pour la Turquie, les données relatives à la classe de taille 10-19 ne sont pas disponibles.

#### Emploi dans les entreprises, par classe de taille, 2010

##### Valeur ajoutée créée par les entreprises, par classe de taille, 2010

Pour l'Australie, les données se rapportent aux classes de taille suivantes : 0-19, 20-199 et 200+.

Pour la Grèce, les données se rapportent à 2007.

Pour le Japon, les données se rapportent aux classes de taille suivantes : 1-9, 10-49, 50-299 et 300+.

Pour la Turquie, la classe de taille 1-9 correspond à 0-19.

#### Emploi dans les entreprises, par classe de taille, 2010

Les données renvoient au nombre de personnes occupées, sauf dans les cas des États-Unis, de la Fédération de Russie et de la Nouvelle-Zélande, qui utilisent le nombre des employés et excluent donc les chefs d'entreprise individuelle sans employés.

Pour le Mexique, les données se rapportent à 2008 et aux classes de taille suivantes : 0-10, 11-50, 51-250 et 251+. L'unité de grandeur est l'établissement.

Dans le cas des États-Unis, les données incluent des informations tirées des Non employer Statistics of the Census Bureau et se rapportent aux classes de taille suivantes : 1-9, 10-19, 20-99, 100-499 et 500+.

#### Valeur ajoutée créée par les entreprises, par classe de taille, 2010

Les données se rapportent à la valeur ajoutée au coût des facteurs dans le cas des pays de l'UE et à la valeur ajoutée aux prix de base pour les autres pays.

Pour l'Allemagne, le Danemark, l'Irlande et la Norvège, les données se rapportent à 2009.

Pour Israël, les données se rapportent aux classes de taille suivantes : 1-9, 10-19, 20-49 et 50+.

Pour la Corée, les données incluent les services financiers et se rapportent à 2006 et aux classes de taille suivantes : 1-9, 10-49, 50-99, 100-299, 300+. L'unité de grandeur est l'établissement.

Pour le Mexique, les données se rapportent à 2003 et la classe de taille 1-9 correspond à 1-10.

## 7.4. Dynamique des entreprises

### Notes générales pour l'ensemble des graphiques :

Les calculs reposent sur des résultats préliminaires issus du projet Dynemp de l'OCDE.

En raison de différences méthodologiques, les chiffres peuvent s'écarter de ceux publiés officiellement par les bureaux nationaux de statistique.

Les établissements et entreprises qui n'apparaissent que pour une seule année sont exclus.

Les fusions-acquisitions ne sont pas prises en compte dans la détermination de l'âge des entreprises et de leur disparition.

Pour l'Autriche, les données sont fournies au niveau de l'établissement.

## 7. PARTICIPER À L'ÉCONOMIE MONDIALE

### Notes et références

#### Notes complémentaires :

##### **Survie à trois ans et croissance des micro start-ups, 2001-04, 2004-07, 2007-10**

Les micro start-ups sont des entreprises de moins de trois ans qui emploient moins de 10 personnes.

##### **Taille moyenne des entreprises de moins de 3 ans et de 11 ans ou plus, par secteur, 2004-10**

Pour la France, les données les données se rapportent aux cohortes de référence 2001 et 2004 uniquement.

##### **Taille moyenne des entreprises de moins de 3 ans et de 11 ans ou plus, par secteur, 2004-10**

Pour la France, les données les données se rapportent aux cohortes de référence 2001 et 2004 uniquement.

Pour le Japon, les données sont fournies au niveau de l'établissement et ne portent que sur le secteur manufacturier.

### 7.5. Filiales étrangères

#### Notes générales pour l'ensemble des graphiques :

Dans le cas de la Finlande, les activités immobilières ne sont pas comprises dans les services.

Pour le Danemark et le Royaume-Uni, les données se rapportent à 2009.

Pour la Pologne, les données se rapportent aux entreprises employant 9 personnes ou plus.

#### Notes complémentaires :

##### **Part des filiales étrangères dans l'ensemble des entreprises, 2010**

Dans le cas de la Suisse, l'intermédiation financière ainsi que les services collectifs, sociaux et personnels sont inclus.

##### **Part de la valeur ajoutée nationale sous contrôle de filiales étrangères, 2010**

Dans le cas des États-Unis, l'intermédiation financière ainsi que les services collectifs, sociaux et personnels sont inclus.

Pour l'Estonie, les données se rapportent aux entreprises employant 20 personnes ou plus.

##### **Part de l'emploi national sous contrôle de filiales étrangères, 2010**

Pour les États-Unis et la Suisse, l'intermédiation financière ainsi que les services collectifs, sociaux et personnels sont inclus.

Pour l'Estonie, les données se rapportent aux entreprises employant 20 personnes ou plus.

Pour Israël, les données se rapportent à 2009.

Dans le cas de la Suisse, le secteur manufacturier inclut les activités extractives et de construction et une partie des données se rapporte aux filiales majoritairement et minoritairement sous contrôle étranger.

### 7.6. Échanges et chaînes de valeur mondiales

#### Note générale :

##### **Liens commerciaux dans les chaînes de valeur mondiales, 2009**

##### **Valeur ajoutée étrangère contenue dans les exportations, 1995 et 2009**

L'agrégat UE27 désigne l'Union européenne avant le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et les données englobent la part des exportations de l'UE d'origine non communautaire.

### 7.7. Demande mondiale

##### **Valeur ajoutée étrangère incorporée dans la demande finale intérieure, 1995 et 2009**

L'agrégat UE27 désigne l'Union européenne avant le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et les données englobent la part de la demande finale de l'UE d'origine non communautaire.

##### **Valeur ajoutée étrangère incorporée dans la demande finale intérieure de matériel électrique, 1995 et 2009**

Le matériel électrique est défini sur la base des divisions 30-33 de la CITI Rév. 3.

## 7.8. Échanges et emploi

### Répartition régionale des emplois soutenus par la demande finale étrangère, par région de demande, 2008

L'ANASE comprend le Brunéi Darussalam, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam.

L'Asie de l'Est comprend le Japon, la Corée, la Chine, le Taipei chinois et Hong Kong, Chine.

L'UE12 comprend la Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie et la Slovénie.

L'UE15 comprend l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

L'ALENA comprend le Canada, les États-Unis et le Mexique.

## 7.9. Échanges et consommation des ménages

### Valeur ajoutée étrangère dans la consommation des ménages, par région d'origine de la demande, 2009

La région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est comprend le Brunei Darussalam, le Cambodge, la Corée, le Taipei chinois, Hong Kong (Chine), l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam.

## Références

- Ahmad, N. (2006), « A Proposed Framework For Business Demography Statistics », *OECD Statistics Working Papers*, 2006/3. Doi : <http://dx.doi.org/10.1787/145777872685>.
- Meng, B., Y. Fang et N. Yamano (2012), « Measuring Global Value Chains and Regional Economic Integration: An International Input-Output Approach », *IDE Discussion Papers*, n° 362.
- Miller, R.E. et P.D. Blair (2009), *Input-Output Analysis Foundations and Extensions*, Cambridge University Press, Royaume-Uni.
- Miroudot, S. et N. Yamano (2013), « Trade in Value-Added: Concepts, Methodologies and Challenges », Dir. pub. A. Mattoo, Z. Wang et S. Wei, *Trade in Value-Added: Developing New Measures of Cross-Border Trade*, Banque mondiale, Washington, DC.
- OCDE (2010), *Measuring Globalisation: OECD Economic Globalisation Indicators 2010*, Éditions OCDE. Doi : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264084360-en>.
- OCDE (2010), *Structural and Demographic Business Statistics*, Éditions OCDE. Doi : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264072886-en>.
- OCDE (2011), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011*, Éditions OCDE. Doi : [http://dx.doi.org/10.1787/sti\\_scoreboard-2011-fr](http://dx.doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-fr).
- OCDE (2013), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, Éditions OCDE. Doi : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264189560-en>.
- OCDE (2013), *Panorama de l'entrepreneuriat 2013*, Éditions OCDE. Doi : [http://dx.doi.org/10.1787/entrepreneur\\_aag-2013-en](http://dx.doi.org/10.1787/entrepreneur_aag-2013-en).
- OECD (2013), *Panorama des comptes nationaux 2013*, Éditions OCDE. Doi : [http://dx.doi.org/10.1787/na\\_glance-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2013-fr).
- OCDE-OMC (2012), « Trade in Value Added: Concepts, Methodologies and Challenges » (document disponible en ligne), [www.oecd.org/sti/ind/49894138.pdf](http://www.oecd.org/sti/ind/49894138.pdf).





Extrait de :  
**OECD Science, Technology and Industry  
Scoreboard 2013**  
Innovation for Growth

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/sti\\_scoreboard-2013-en](https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2013-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2013), « Échanges et consommation des ménages », dans *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2013 : Innovation for Growth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/sti\\_scoreboard-2013-68-fr](https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2013-68-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).